

Tandis que la recherche publique est le théâtre de « transformations » au bulldozer, les 4 chantiers Ressources Humaines du projet gouvernemental « Action Publique 22 » auront pour conséquence une nouvelle dégradation des conditions d'emploi et de travail de chacun-e. Dans les services publics (Santé et EHPAD, Transports, Poste, Universités...) la riposte s'engage.

Participons sans attendre à la construction d'un mouvement pour préparer un avenir meilleur.

Le détricotage des EPST s'accélère (exemples) :

- Six ans après l'onéreuse refondation de l'ex-Cemagref, et après des années d'étranglement financier, **l'IRSTEA devrait fusionner avec l'INRA, sans que le différentiel de moyens** soit comblé par l'Etat et sans garantie quant à la pérennité de ses missions. Les 2 PDG s'efforcent de rassurer, mais les personnels veulent des garanties et se mobilisent, à [l'appel d'une large intersyndicale des deux instituts](#) pour exiger un moratoire et l'ouverture de négociations avec les ministères concernés (Recherche, Agriculture, Environnement). Dans le même temps, **l'INRA impose une délocalisation de 13 unités sur Palaiseau** dans le cadre de l'opération Saclay, ceci sans réel projet scientifique et dans un calendrier intenable, au vu des conditions d'accès au site.

- Sept ans après sa création (par fusion du LCPC et de l'INRETS), **l'Ifsttar devrait être dissout dans une université « sur la ville » qui agrégera autour de Université Paris Est - Marne La Vallée, outre l'Ifsttar, quatre grandes écoles de statuts très différents**, alors qu'il s'agit d'un organisme national avec ses nombreuses implantations sur le territoire ! L'articulation entre les implantations régionales et le centre Marnovallien n'est pas traitée suffisamment pour que l'on sache où nous allons.

- Sous la pression de jurys d>IDEX prétendument indépendants, mais dont les exigences suivent remarquablement les orientations politiques des gouvernements, le CNRS n'est plus simple « accompagnateur » des COMUE et autres fusions d'université mais devient membre à part entière des regroupements. **Face à un tel revirement, quel crédit peut-on encore accorder aux déclarations assurant que le personnel CNRS restera CNRS ?** Alors que dans le même temps des groupes de pression demandent que tout le personnel soit mis à disposition des établissements nés des fusions, dérogatoires, exemptés de la réglementation actuelle ? À Lyon les promoteurs de l'« université Cible » demandent déjà que **le personnel soit placé dans un « statut expérimental »**.

Pour le personnel : toujours plus d'individualisation, de précarité... avec les chantiers RH « AP 22 » !

- Le développement du financement par projet a déjà exacerbé la concurrence entre personnes et équipes, tout en faisant exploser la précarité. **Le retour annoncé du « contrat de projet » dans le chantier « contractualisation » RH**, dont la durée serait calée sur celle du projet, risque de devenir la norme, faisant des CDD des « précaires à vie » et fragilisant encore plus le statut de titulaire. Une tentative en 2012, avait pu être stoppée au Parlement: ce sont des emplois de titulaires, à tous niveaux de qualification, qui sont nécessaires pour répondre aux besoins et titulariser les précaires ! (« A travail égal, statut égal » !)

- Le personnel des EPST reste parmi les moins bien payés de la Fonction Publique d'État, avec les gains limités liés à PPCR, très limités même pour les catégories déjà les moins bien loties. La mise en place du RIFSEEP s'est accompagnée dans la plupart des EPST d'une individualisation croissante des rémunérations, créant des tensions, qui s'ajoutent à celles créées par le système de la PEDR pour les chercheur-es. **L'intitulé du chantier RH « rémunération au mérite » d'Action Publique 2022 annonce une nouvelle aggravation.** À l'opposé de nos propositions qui visent à instaurer plus de justice et de cohésion sociale :

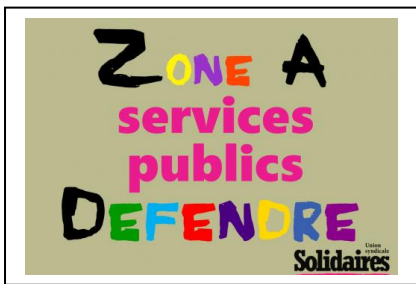
- supprimer la PEDR et compléter toutes les primes statutaires - de l'Adjoint Technique au Directeur de Recherche – pour qu'elles atteignent l'équivalent de la prime moyenne d'un Ingénieur de Recherche Hors-Classe (7000 euros annuels environ, ce qui n'est jamais que la prime perçue par les agent·e·s de catégorie C dans d'autres ministères) avant intégration au salaire ;

- rattraper les pertes de pouvoir d'achat subies ces dernières années, par l'attribution d'un même nombre de points d'indice à toutes et tous plutôt que des augmentations en pourcentage qui élargissent les inégalités.

Au travers de ces évolutions, de ces restructurations, Macron et son gouvernement poursuivent un objectif principal : sacrifier la recherche publique aux intérêts particuliers, tout en divisant le personnel. Et ce n'est pas la lettre de mission de F. VIDAL, ministre de l'ESR, qui nous rassure : la seule référence à la recherche étant « Dans le but de construire une interface directe entre le monde académique et l'entreprise, une priorité claire en faveur de la recherche partenariale sera établie. ».

Ensemble, pour défendre les services publics ... et se préparer un meilleur avenir !

De plus en plus de salarié·e·s et d'utilisateur·ère·s, prennent conscience que toutes ces attaques relèvent de la même logique. Le « nouveau monde » que Macron et le MEDEF nous préparent est un monde sans service public, sans pitié, un monde « chacunpoursaqueul' » à la mode Thatcher. Et les retraité·e·s, comme les chômeur·se·s et la jeunesse, en subissent également les conséquences.



Le manager-président Macron adopte logiquement la technique du LEAN management pour faire passer cette politique : en multipliant les chantiers, tant à l'échelon des différents secteurs ministériels qu'à celui des enjeux transversaux (celui de la retraite est prévu l'an prochain).

Et le gouvernement comptait sans doute sur la division, mais à vouloir s'en prendre à tous les secteurs, la démarche ne peut plus être dissimulée, malgré le contrôle des principaux canaux médiatiques.

Pour la première fois depuis longtemps, de plus en plus de secteurs se mettent en lutte, souvent dans l'unité syndicale, en inscrivant le combat pour le changement dans la durée...

La recherche publique a son rôle à jouer, avec ses moyens, ses spécificités, ses revendications. Nous sommes les actrices et les acteurs d'un service public particulier, parce que sans « usager·e·s » direct·e·s ; nous devons compter d'abord sur nous-mêmes pour en assurer la défense !

En participant à des réunions du personnel, en s'associant aux temps forts et initiatives déjà annoncées ce mois de mai, en inventant de nouveaux moyens d'action, **chacune et chacun d'entre nous peut prendre sa part dans cette construction de ce mouvement. La convergence ne se décrète pas...**

Pour plus d'informations sur les 4 chantiers gouvernementaux « **Action Publique 2022** », lire les rendus Solidaires des réunions dites « techniques » de mars, respectivement des [13 mars](#) et [19 mars](#) et la [déclaration unitaire du 4 avril de toutes les fédérations syndicales](#).

Pour la situation dans les Universités, lire [l'appel unitaire à la tenue d'une coordination nationale](#) ce samedi 5 mai

[En lien, plus d'informations SOLIDAIRES sur la situation générale et les initiatives de ce début mai](#)

En perspective, [la mobilisation Fonction Publique du 22 mai](#), à l'appel de toutes les fédérations syndicales.

Enfin, [quelques vérités sur la SNCF](#)... alors que dès ce samedi 5 mai la France sera en déficit écologique !

SNCF: LE GOUVERNEMENT!

DETTE ? la dette « au passif » ferroviaire française s'élève à 50 milliards pour 20000 km de voies. En comparaison celle des britanniques (qui gèrent aux joies de la privatisation depuis 23 ans) est de 50,4 milliards pour 19000 km de voies... Quant aux hollandais ils ont 16 milliards de dette mais pour... 7000 km de voies.

quelles vérités...

- NON** la SNCF c'est le plus sûr des effectifs datant d'une autre époque. **NON** « privatisation » ne rime pas avec « satisfaction ». Leur chemin de fer privatisé en 1994, les britanniques sont désormais **76%** à souhaiter sa (re)nationalisation!
- le rail: ÉCOLO-CHAMPION** toutes catégories **50X moins polluant** (Marché 1: TGV vs voiture)
- 10X moins polluant** (Marché 2: TGV vs avion)
- 10X moins polluant** (Marché 3: fret ferroviaire vs fret routier)
- PASS!** Les équivalents londonien, romain et madrilène du navire ne sont pas de très bons avocats du libéralisme. **90%** C'est le part de la population française qui habite à moins de 10 km d'une gare... **pour l'instant!**
- FINANCEMENT PUBLIC** Montant en euros habituels pris en charge pour une année, par les pouvoirs publics. À noter: le gouvernement allemand a repris à sa charge 15 milliards d'euros de dette des compagnies ferroviaires allemandes dès 1994. Ce que les gouvernements français se sont toujours refusé à faire.

450€ LONDRE zone 1 à 9
250€ ROME
137€ MADRID
75€ PARIS

Sud-recherche Présidence Sud-Rail 17 boulevard de la libération 75200 St Denis Tél: 01 42 42 19 75 Mail: sud.rail.federations@gmail.com

170 **200** **200** **330**